

Deuxième réunion du Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement auprès du Secrétaire général de l'ONU

**Le 9 décembre 2004
Discours d'Ouverture**

Président du Conseil
Ryutaro Hashimoto

À l'ouverture de la Deuxième réunion du Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement auprès du Secrétaire général de l'ONU, je suis profondément reconnaissant à tous les membres pour venir, de tous les côtés du monde.

La première réunion du Conseil consultatif s'est tenue les 21 -22 juillet au siège de l'ONU à New York, avec 14 participants, entre lesquels une discussion était ouverte. À cette occasion, sont reconnues 10 questions prioritaires que nous allons aborder dans l'accomplissement des Objectifs du Millénaire de Développement (OMD). Nous avons convenu d'agir en tant que corps indépendant pour intensifier la conscience publique au sujet de l'eau et de l'hygiène avec la proposition des actions concrètes, à exclure le rapport que je viens de soumettre. Pour cette fin, nous avons clarifié trois piliers d'actions. Premièrement, nous organisons trois groupes de travail afin de donner les conseils stratégiques au Secrétaire général de l'ONU. Deuxièmement, nous transmettons les voix populaires locales au Corps suprême de prise de décision en rencontrant un éventail de personnages depuis les ministres jusqu'aux maires et chefs des syndicats. Troisièmement et dernièrement, nous présentons nos recommandations à la 13ème Session de la Commission sur le développement durable (CDD-13) et la réunion du groupe de réflexion pour la révision des OMD, qui seront tenues en avril et en septembre 2005, respectivement.

Nous avons éprouvé de plusieurs désastres naturels, et particulièrement beaucoup de quartiers de notre planète ont subi des dégâts d'inondation cette année. Même dans les pays bien prééquipés des instruments préventifs contre désastre, le nombre de morts était important. De là, j'apprends que l'on ne peut pas arrêter tous les dégâts de l'inondation. Ceux qui subissaient des dégâts les plus importants sont les pauvres qui n'avaient aucun choix d'aller vivre ailleurs tout en sachant que ces secteurs sont vulnérables aux désastres. Et un tel dommage dévastateur aggrave la vie en misère de ces gens, et puis ces pauvres s'égarèrent dans un labyrinthe de pauvreté. Les dommages catastrophiques à l'infrastructure à l'origine de l'eau entravent les accomplissements des Objectifs du Millénaire de Développement. Etant donné que nous sommes exposés à un risque intensifié de désastres naturels dus au changement de climat et à l'accroissement de la population, notre plus grand défi est de trouver les mesures vigoureuses pour minimiser les sinistres de tels désastres.

Pour trois jours, du 6 au 8 décembre, s'est tenu la Conférence internationale sur la Gestion intégrée des ressources en eau, qui est organisée par Japan Water Forum (Forum de l'Eau du Japon) et que j'ai présidée.

Un objectif important de la réunion était de réaffirmer qu'il était crucial de développer, surveiller, et préserver adéquatement les ressources en eau qui possède la valeur inestimable afin de s'assurer la prospérité socio-économique et l'abondance naturelle. En outre, nous avons été requis d'encourager chaque gouvernement à participer dans la préparation d'un Plan intégré de Gestion des ressources en eau (GIRE) d'ici à 2005, conformément à la décision adoptée au Sommet mondial sur le Développement durable tenu à Johannesburg en 2002. En session plénière, frayant la voie vers la GIRE, les actions concrètes de tous les côtés du monde se sont exposées et sont mises en discussion. Les résolutions de la réunion sont intégrées dans les recommandations du Conseil consultatif.

Les questions de l'eau couvrent des domaines très larges et elle est distincte selon chaque côté du monde. Une approche nationale à la gestion de ressources en eau reflète à une situation spécifique de l'eau et à sa situation socio-économique. Il n'existe ainsi aucune méthode universelle pour la gestion des ressources en eau. Il est important que chaque pays constamment réfléchisse sa propre manière de gérer des ressources en eau, de reconnaître sa propre question publique prioritaire, et d'intensifier la conscience commune de ses défis.

Là, je voudrais souligner le fait que aucune pays ne peut accomplir ses objectifs sans coopération internationale étant donné que les ressources en eau pour beaucoup de pays sont un patrimoine transfrontière, comme les fleuves coulent à travers des frontières. C'est notre mission de continuer notre recherche d'une meilleure gestion des ressources en eau, dans laquelle la propriété et la participation de toutes les parties intéressées sont déterminées. Nous devons diriger vers la future direction de nos objectifs et entreprendre, d'une manière primordiale, les actions concrètes pour réaliser ces buts.

Lors de la Deuxième réunion du Conseil consultatif, nous sommes prévus de nous engager à élaborer effectivement un Plan d'Action concret. Depuis la Première réunion, j'exige tous les membres de soumettre leurs propositions sur quoi et comment nous agirons. J'espère que tous les membres apporteront des propositions pratiques à ces délibérations. Pour ces deux jours, chaque groupe de travail, concentré sur des matières spécifiques, doit tenir des délibérations sérieuses pour déterminer notre future direction. J'attends impatiemment les délibérations et résolutions fructueuses issues de cette réunion.

Merci.